

DÉLIBÉRATION 2025 33 -

Bilan d'activité 2024 de la Commission consultative des Services publics Locaux (CCSPL)

Séance du Comité Syndical du 14 octobre 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales, prévoit la création dans les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux (CCSPL).

Ce même article prévoit que le Président de la CCSPL présente à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette Commission au cours de l'année précédente.

Le bilan d'activité 2024 indique une réunion sur cet exercice :

- Pour examiner le bilan d'activité de la CCSPL 2023 ;
- Pour examiner le bilan d'activité 2023 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir prendre acte du bilan d'activité 2024 de la Commission Consultative des Services publics Locaux.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2025 33 -

Bilan d'activité 2024 de la Commission consultative des Services publics Locaux (CCSPL)

Séance du Comité Syndical du 14 octobre 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1413-1 ;

Vu le bilan d'activité 2024 de la CCSPL annexé à la présente délibération ;

Considérant que le Président de la CCSPL doit présenter à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Prend acte du bilan d'activité 2024 de la Commission Consultative des Services publics locaux.

 Le Président,

Sylvain Raifaud

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

BILAN D'ACTIVITÉ 2024

1) PREAMBULE

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par l'article 5-1 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, prévoit la création dans les régions, la collectivité de Corse, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux. Cet article a été modifié par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006, article 58, en vigueur au 1^{er} janvier 2008, indiquant que « le Président de la Commission Consultative des Services publics Locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. »

Par délibération n° 2009 010 du 24 septembre 2009, le Syndicat a mis en place une Commission Consultative des Services Publics Locaux, dénommée CCSPL, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Par délibération n°2021 18 du 27 mai 2021, suite au renouvellement général des élus représentant les communes et intercommunalités adhérentes au Syndicat, les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, ont été désignés, avec M. Sylvain RAIFAUD, Président de droit de la CCSPL, en tant que nouveau Président du Syndicat :

TITULAIRES

- 1 – Patrick OLLIER
- 2 – François VAUGLIN
- 3 – Patrice PATTEE
- 4 – Geneviève GAILLABAUD
- 5 – Christophe BERNIER

SUPPLEANTS

- 1 – Christophe PIERCY
- 2 – Samuel BESNARD
- 3 – Bertrand-Pierre GALEY
- 4 – Marie-Hélène MAGNE
- 5 – Frédéric SITBON

6 membres représentants d'associations locales :

- Mieux se déplacer à bicyclette (MDB),
- Paris en Selle
- Collectif Vélo Ile-de-France
- UFC- Que choisir Ile de France
- Association des Usagers des Transports (AUT-FNAUT Ile de France)
- Union des transports publics (UTP)

2) FONCTIONNEMENT ET ROLE DE LA COMMISSION

Cette commission doit être consultée sur tout projet de création de service public, en délégation de service public ou en régie, à condition que celle-ci soit dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qu'il s'agisse de services publics industriels et commerciaux ou de services publics administratifs.

Les compétences de la Commission sont de deux ordres :

⇒ La Commission examine annuellement, sur rapport de son président :

- le rapport établi par le délégataire (article L. 1411-3 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251014-2025-33-et-pj-DE
Date de télétransmission : 15/10/2025
Date de réception préfecture : 15/10/2025

- le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat (article L2234-1 du code de la commande publique).

- ⇒ La Commission est consultée pour avis sur conformément à l'article L1413-1 du CGCT :
- tout projet de délégation de service public (article L. 1411-4 du CGCT) ;
 - tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
 - tout projet de partenariat (article L 1414-2 du CGCT).

A la majorité de ses membres, la commission, peut délibérer sur toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

3) TRAVAIL DE LA COMMISSION

En 2024, la Commission Consultative des Services publics Locaux s'est réunie le 11 juin 2024.

Lors de cette séance, la commission :

- ⇒ a approuvé le procès-verbal de la CCSPL du 13 juin 2023
- ⇒ a approuvé le bilan d'activité de la CCSPL de 2023
- ⇒ a examiné le bilan d'activité 2023 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

4) SEANCES DU COMITE SYNDICAL INTERVENANT EN SUBSTITUTION DU CONSEIL D'EXPLOITATION "REGIE VELIB"

En 2024, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation "Régie Velib" s'est réuni 3 fois :

- Le 18/06/2024 : sur le compte de gestion, le compte administratif, l'affectation du résultat 2023 ; sur la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat pour les JO et paralympiques 2024 ; sur le budget supplémentaire 2024 - Régie Velib' ; sur la modification du montant des contributions 2024 au Syndicat.
- Le 15/10/2024 : sur l'avenant n° 1 à la convention entre la MGP et le SAVM pour les stations éphémères dans Paris à l'occasion des JOP 2024 ; sur la réduction de la contribution annuelle Velib' en cas de dépose d'une station Velib' sur l'ensemble d'une année civile.
- Le 02/12/2024 : sur la décision modificative n°1 du Budget annexe – Régie Vélib 2024.

Le Président,

 Sylvain RAIFAUD



Accusé de réception en préfecture
 075-200021624-20251014-2025-33-et-pj-DE
 Date de télétransmission : 15/10/2025
 Date de réception préfecture : 15/10/2025



Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251014-2025-33-et-pj-DE
Date de télétransmission : 15/10/2025
Date de réception préfecture : 15/10/2025